

tissements étrangers au Canada, tout comme l'ensemble des partis d'opposition ont pu le faire, eux aussi.

**M. MacDonald:** Monsieur l'Orateur . . .

**M. l'Orateur:** Le député sait bien qu'il nous reste très peu de temps. Peut-être, si la question supplémentaire qu'il veut poser est courte et qu'on puisse y répondre brièvement, pourrait-on lui accorder la parole, mais il faudra que nous nous efforcions d'avancer plus vite.

**M. MacDonald:** Je voudrais avoir des éclaircissements. Le premier ministre a dit «ministres». Je suppose qu'il voulait dire députés. Pour que ceux-ci soient présents officiellement pour l'étude de ces documents avant l'ajournement de la Chambre cette semaine, il faudra qu'on établisse le droit du comité de siéger à cette fin. Peut-on envisager cela?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie.

**Le très hon. M. Trudeau:** Le député à raison. J'ai dit effectivement «ministres» lorsque j'aurais dû dire «députés». L'autorisation que demande le député ne saurait, à mon avis, être accordée ou refusée par le gouvernement. Ces documents seront rendus publics et tout un chacun, y compris le *Globe and Mail*, aura le droit de les examiner.

\* \* \*

#### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

##### LES PRODUITS AGRICOLES—LA SURTAXE IMPOSÉE PAR LA CEE—L'ESTIMATION DES CONSÉQUENCES

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Ma question concerne le ministre de l'Agriculture. Selon des nouvelles émanant de Bruxelles, les produits agricoles qui proviendront de pays en dehors de la Communauté économique européenne seront frappés d'une surtaxe d'imposition par suite de la dévaluation du dollar américain. Le ministre peut-il indiquer à la Chambre si les produits agricoles canadiens seront touchés?

**L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture):** J'ai pris connaissance des communiqués seulement ce matin, mais je suppose que les produits agricoles du Canada exportés à la CEE seront assujettis aux mêmes droits que ceux des autres pays du monde dans le même cas.

**M. Nystrom:** Le ministre entreprendra-t-il une étude et l'estimation des conséquences de la surtaxe sur l'industrie agricole canadienne?

**L'hon. M. Olson:** L'étude est déjà commencée.

\* \* \*

#### LES GRAINS

##### LES RÉCOLTES NON RENTRÉES ET LE RISQUE DE PERTE DE CONTINGENTS—LA PROTECTION DES AGRICULTEURS

**M. Craig Stewart (Marquette):** Monsieur l'Orateur, le 7 décembre, j'ai posé la question suivante au ministre chargé de la Commission canadienne du blé:

Puisqu'il reste, dans les provinces de l'Ouest et spécialement au Manitoba, de nombreuses récoltes laissées en andains, puisque ces céréales ne seront pas battues avant le printemps et puisque, en vertu du nouveau système de contingentement, ces agriculteurs ne bénéficieront pas des dates de livraison fixées auparavant, le gouvernement a-t-il l'intention de présenter des règlements afin

[Le très hon. M. Trudeau.]

que ces agriculteurs soient protégés contre des pertes possibles de contingentement résultant de ces circonstances?

Le ministre a dit qu'il en prenait note et qu'il ferait rapport à la Chambre plus tard.

**L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Je l'ai fait.

\* \* \*

#### LA SANTÉ

##### LA RECHERCHE SUR LE CANCER—LA POLITIQUE EN MATIÈRE DE SUBVENTIONS

**M. Stanley Haidasz (Parkdale):** Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social nous dirait-il si le gouvernement fédéral a pour politique d'accorder des subventions à la recherche sur le cancer à l'Institut national du cancer ou seulement à des chercheurs particuliers pour des projets déterminés?

**L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Notre objectif est d'accorder des subventions pour des projets déterminés. Toutefois, pour ce qui est de l'Institut national du cancer, cela me donne l'occasion de répondre aussi à la question que me posait hier le député d'Oxford. Mon ministère a accordé \$250,000 à cette organisation.

\* \* \*

#### L'ASSURANCE-CHÔMAGE

##### HALIFAX—LE DÉCROCHAGE DES RÉCEPTEURS TÉLÉPHONIQUES

**M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail à qui j'ai fourni une espèce de préavis. Il s'agit des rapports selon lesquels les fonctionnaires de la Commission d'assurance-chômage à Halifax laisseraient décrochés leurs combinés téléphoniques. Je me demande s'il pourrait remédier à la situation.

**L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail):** Je remercie le député du préavis qu'il m'a donné. Il est bien évident que si un employé de la Commission d'assurance-chômage, où qu'il soit au Canada, décroche intentionnellement son appareil téléphonique, il sera bientôt parmi les chômeurs. Parce que le député porte un intérêt à la question, j'ai demandé à la Bell Canada d'enquêter au cours de la fin de semaine ou au début de la semaine prochaine afin de s'assurer que nous ayons un nombre suffisant d'appareils téléphoniques au bureau de Halifax. S'il en faut plus, nous les fournirons.

\* \* \*

• (3.20 p.m.)

#### LA SANTÉ

##### LA SCLÉROSE EN PLAQUES—L'IMPORTATION D'UN NOUVEAU MÉDICAMENT RUSSE

**M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Son ministère prend-il des dispositions pour importer de la Russie un nouveau médi-